

Fin des garde-fous pour l'IA aux États-Unis : un risque pour l'Europe ?

par Vincent Brossas

21 janvier 2025 – leptidigital

Donald Trump, de retour à la Maison-Blanche, a abrogé le décret exécutif **14110** de son prédécesseur Joe Biden, visant à encadrer le développement de l'intelligence artificielle (IA) aux États-Unis. Cette décision, saluée par certains acteurs technologiques mais vivement critiquée par d'autres, ouvre la voie à un changement radical dans la politique américaine sur l'IA. Mais quelles seront les répercussions pour le secteur de l'IA, tant aux États-Unis qu'en Europe ?



Le décret exécutif 14110 abrogé définitivement

Le décret Biden, signé le 30 octobre 2023, avait marqué une étape importante dans la régulation de l'intelligence artificielle aux États-Unis.

Il imposait des **exigences strictes de transparence et de sécurité** aux développeurs d'IA, notamment en obligeant les entreprises à tester leurs systèmes pour détecter des biais algorithmiques ou des failles de sécurité avant leur mise en production.

Il avait également conduit à la création de **[l'Institut américain de sécurité de l'IA](#)**, chargé d'élaborer des lignes directrices et des meilleures pratiques pour un usage responsable de cette technologie.

En abrogeant ce décret, Donald Trump met fin à ces mesures, justifiant cette décision par la nécessité de **stimuler l'innovation sans contraintes administratives**.

Ce tournant reflète une approche libérale et pro-innovation défendue par le camp républicain, qui a critiqué le décret Biden comme un frein économique, voire une tentative de régulation excessive dans un secteur stratégique.

Une opportunité pour les entreprises technologiques américaines ?

La Silicon Valley semble accueillir favorablement cette décision.

Les grandes entreprises technologiques, qui avaient reproché au décret Biden de ralentir leurs efforts en matière de recherche et développement, voient dans cette abrogation une opportunité de **renforcer leur compétitivité mondiale**.

Moins d'obligations légales signifie moins de coûts opérationnels et plus de flexibilité pour expérimenter des systèmes d'IA à grande échelle.

Cependant, cet assouplissement soulève des **inquiétudes importantes en matière d'éthique et de sécurité**. En supprimant les garde-fous mis en place, il existe un risque accru de biais algorithmiques non détectés, de mauvais usages ou d'accidents liés à des IA mal conçues.

La question demeure : **les entreprises technologiques sauront-elles s'autoréguler suffisamment pour éviter ces écueils**

Un contraste frappant avec l'Europe et l'AI ACT

La décision de Trump contraste fortement avec la politique européenne en matière d'intelligence artificielle.

L'Union européenne, à travers son **AI Act**, adopte une approche réglementaire stricte, cherchant à garantir que les systèmes d'IA respectent des normes élevées de transparence, d'équité et de sécurité.

Ce cadre impose notamment des contrôles rigoureux pour les applications dites « à haut risque », telles que la reconnaissance faciale ou les algorithmes de recrutement.

En l'absence de régulation équivalente aux États-Unis, les entreprises américaines pourraient bénéficier d'un avantage concurrentiel à court terme, en développant des solutions d'IA plus rapidement et à moindre coût

Cependant, cet écart réglementaire pourrait compliquer leurs relations avec le marché européen, qui exige des conformités strictes pour tous les produits technologiques importés.

Les entreprises d'IA américaines risquent ainsi de devoir adapter leurs solutions aux normes européennes ou de renoncer à ce marché crucial.

Une incertitude pour les acteurs européens

L'abrogation du décret Biden pourrait également avoir des répercussions sur les entreprises européennes. Si les États-Unis s'engagent sur une voie de dérégulation, cela pourrait pousser certains développeurs à **relocaliser leurs activités aux États-Unis** pour profiter d'un environnement moins contraignant.

En revanche, les acteurs européens risquent de subir une pression supplémentaire pour rester compétitifs tout en respectant les exigences strictes de l'AI Act.

Cette divergence transatlantique pourrait également créer des tensions dans les négociations commerciales et technologiques.

L'Union européenne, soucieuse de promouvoir un usage responsable de l'IA, pourrait hésiter à collaborer avec des partenaires américains si elle juge que leurs standards ne sont pas alignés sur les siens.

L'avenir de la régulation reste incertain

L'abrogation du décret Biden marque un tournant, mais elle laisse également plusieurs questions sans réponse.

Que deviendra l'Institut américain de sécurité de l'IA ? Les États-Unis adopteront-ils un nouveau cadre réglementaire pour remplacer celui de Biden ? Ou laisseront-ils le secteur s'autoréguler, au risque d'exposer le public à des dangers non contrôlés ?

Pour les partisans d'une IA responsable, cette décision est un signal d'alarme. Sans cadre réglementaire, **les risques liés à l'intelligence artificielle pourraient croître**, notamment en matière de désinformation, de surveillance intrusive ou d'atteintes aux droits fondamentaux.

La suppression de ces garde-fous place désormais la responsabilité entre les mains des entreprises, mais aussi de l'opinion publique, qui pourrait exiger davantage de transparence et de garanties à l'avenir.

Vincent Brossas

Fondateur de LEPTIDIGITAL et consultant SEO senior, je suis un grand passionné de marketing digital et de SEO. Avant d'être indépendant à 100 %, j'ai travaillé en tant qu'SEO manager et responsable e-commerce pour différentes sociétés (Altice Media, Infopro Digital, Voyage Privé, Groupe ERAM). (Sur le plan perso, je suis un grand curieux aussi passionné par l'IA, la photographie et les voyages !). PS : Si vous souhaitez me contactez, privilégiez LinkedIn ou l'email. Pour me contacter : partenariat@x8consulting.com

